

Questions orales

L'hon. Jeanne Sauvé (ministre de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas suivi la question du député à propos du dragage, car j'étais en train de lire. Toutefois, je vais étudier cette question et, si elle entre dans mes compétences, je ne manquerai pas d'y donner suite.

* * *

L'IMPÔT SUR LE REVENU**DEMANDE DE PROLONGATION DU DÉLAI POUR L'ENVOI DES DÉCLARATIONS**

M. Bob Brisco (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, vu l'absence du ministre du Revenu national, j'adresserai ma question au premier ministre suppléant. Les feuillets T-5 parviennent avec beaucoup de retard aux bureaux des comptables; en outre, un grand nombre de feuillets relatifs aux régimes enregistrés d'épargne-retraite parviennent à leurs destinataires avec plus de 30 jours de retard; enfin, on connaît l'énorme accumulation du courrier dans les bureaux de poste partout au Canada. Compte tenu de tout cela, le premier ministre suppléant pourrait-il indiquer à ces piliers du ministère du Revenu que sont les comptables et les contribuables canadiens, que le gouvernement est prêt à reculer au-delà du 30 avril la date limite de soumission des déclarations d'impôt?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, je ne promets rien, mais j'en discuterai avec mon collègue. En général, nous constatons que ces affirmations sont exagérées. Je suis certain que le député aimerait que le gouvernement perçoive à temps les recettes auxquelles il a droit.

* * *

[Français]

L'AGRICULTURE**LE PRÉTENDU TRAITEMENT DÉFAVORABLE DE CERTAINS PRODUCTEURS DE POMMES DE TERRE DU QUÉBEC**

M. Albert Béchard (Bonaventure-Îles-de-la-Madeleine): Monsieur le président, je désire poser une question au ministre de l'Agriculture, mais, en son absence, je la poserai à son très compétent secrétaire parlementaire.

Pourrait-il dire si le ministère de l'Agriculture a l'intention de corriger très bientôt le traitement différent fait aux producteurs de pommes de terre du Québec, qui ne peuvent bénéficier actuellement des subventions annoncées récemment par le ministère de l'Agriculture lorsqu'il s'agit de vente de pommes de terre pour la consommation animale?

M. Léopold Corriveau (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture): Monsieur le président, je voudrais peut-être éclaircir la situation. A la suite de plusieurs pressions de députés faisant partie du gouvernement, le ministère de l'Agriculture a décidé d'accorder ce qu'il avait déjà accordé aux producteurs du Nouveau-

[M. McKinley.]

Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard. Cet après-midi, nous annoncerons une politique qui s'adressera à tout l'Est du Canada, c'est-à-dire la même formule que nous avons pour l'Île-du-Prince-Édouard et le Nouveau-Brunswick.

* * *

[Traduction]

LA FONCTION PUBLIQUE**LA NOUVELLE FORMULE DE RAJUSTEMENT DES PENSIONS—
DEMANDE DE COMPARUTION DU MINISTRE DEVANT LE
COMITÉ CHARGÉ DE L'ÉTUDE DU BILL C-52**

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, permettez que je m'adresse au président du Conseil du Trésor. Le ministre m'avait assuré le mardi 18 mars qu'il prendrait bonne note de ma demande concernant l'amélioration des formules de rajustement des pensions des fonctionnaires, des membres de la GRC ainsi que des militaires à la retraite. En outre, la Chambre est maintenant saisie du bill C-52. J'aimerais donc demander au président du Conseil du Trésor s'il est disposé à témoigner devant le comité chargé d'étudier ce bill et de nous exposer les améliorations auxquelles il a songé entre-temps?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (président du Conseil du Trésor): Monsieur le président, comme tous les ministres, je suis à la disposition de la Chambre, et quand un comité m'invite à comparaître, il me fait plaisir d'être présent.

* * *

[Traduction]

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES**PÉTROLE—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT AUX
ACCORDS INTERNATIONAUX SUR LES PRIX**

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre suppléant ou au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Elle porte sur la conférence de Paris qui n'a pas été des plus fructueuses. Maintenant que le Canada devient un gros importateur net de pétrole, le gouvernement canadien compte-t-il faire quelque chose dans le cadre des accords internationaux sur le prix du pétrole? Le premier ministre suppléant a dit que son opinion aurait des répercussions mondiales, mais outre cela, je me demande si le gouvernement prend dans ce cas-ci plus d'initiatives que pour la question du Vietnam du Sud.

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, le comité permanent a fini d'étudier le programme de la conférence internationale sur l'énergie et nous devrions sous peu définir notre rôle dans l'agence internationale de l'énergie. Je dois admettre que le chef de l'opposition a raison lorsqu'il dit que les entretiens de Paris ont été infructueuses. Dans le cadre des activités de l'agence internationale de l'énergie, nous essayerons notamment de relancer les entretiens de Paris. En outre, en notre qualité de gros exportateur d'un certain nombre de matières premières, nous essayerons de voir si l'on peut élargir les discussions en vue de conclure un accord entre les pays émergents et les autres exportateurs de matières premières.